



Des agricultrices et le personnel de CARE lors d'une distribution de semences au Mozambique. ©Josh Estey/CARE

Construire l'Avenir : Créer un monde plus équitable, inclusif et durable pour toutes et tous



Résumé exécutif

Il ne fait aucun doute que les effets de la pandémie du Covid-19 ont été terribles, et continuent de l'être partout dans le monde, pour les populations, pour les communautés et pour les pays. Pourtant, cette crise représente aussi une opportunité unique, une opportunité de construire un avenir meilleur au lieu d'opérer un retour en arrière. L'objectif de ce rapport est de montrer comment construire l'avenir de la meilleure des façons possibles, en adoptant une approche globale en termes de mesures économiques, environnementales et humanitaires, et en plaçant les femmes et les filles, dans toute leur diversité, au cœur des mesures de reprise et de réforme.

À travers un processus complet d'écoute, de compréhension et d'analyse de centaines de ressources, CARE a identifié les droits et la justice économique pour les femmes, la relance verte sans discriminations basées sur le genre, et l'action humanitaire, comme les éléments-clés de réforme pour construire un avenir au lendemain du Covid-19. Financer la prévention et la réponse à la pandémie en adoptant une approche de genre intersectionnelle constitue un outil indispensable pour cette construction de l'avenir.

Les femmes sur le front

En seulement six mois, la pandémie de Covid-19 a transformé le monde à jamais. La propagation du virus a provoqué une crise humanitaire mondiale, avec plus de 33,8 millions de personnes infectées et près de 1 010 000¹ personnes décédées. Avec la fermeture des frontières et la paralysie de l'activité économique, on estime que l'économie mondiale s'effondrera à hauteur de 12 milliards de dollars d'ici la fin de l'année 2021². Dans le monde, l'équivalent de 400 millions d'emplois à temps plein ont été perdus entre avril et juin 2020. En parallèle, les conditions climatiques extrêmes ont causé une aggravation de la situation humanitaire et de la souffrance dans de nombreuses régions, et menacé de réduire à néant des décennies de progrès en matière de développement.

Malgré le fait que des analyses préliminaires indiquent que le Covid-19 présente de plus grands risques de maladie sévère et de mortalité chez les hommes que chez les femmes³, les femmes et les filles - et particulièrement celles affectées par des inégalités systémiques - sont les premières à souffrir du séisme socio-économique provoqué par la pandémie. Le Covid-19 a exposé les femmes de manière disproportionnée aux risques de santé car elles forment la majorité des travailleurs et travailleuses du secteur sanitaire et social⁴. Elles ont également été les plus touchées par la dégradation des moyens d'existence car elles ont 1,8 fois plus de risques de perdre leur emploi depuis le début de la crise⁵. Par ailleurs, il est estimé que le temps - déjà extrêmement élevé - passé par les femmes et les filles à réaliser un travail non-rémunéré, en prenant soin des personnes âgées ou des enfants et membres de la famille, a augmenté d'une à deux heures par jour⁶.

Les mesures de confinement mises en place pour freiner la propagation du virus ont contribué à une augmentation des violences basées sur le genre (VBG)⁷. Par exemple, les appels vers les lignes téléphoniques

¹ Johns Hopkins University (2020). 'Coronavirus Resource Center.' <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>.

² Bill & Melinda Gates Foundation (2020). '2020 Goalkeepers Report: COVID-19: A Global Perspective.' <https://www.gatesfoundation.org/goalkeepers/report/2020-report/#GlobalPerspective>.

³ Iwasaki, Akiko, & Aaron Ring (2020). 'The Coronavirus Affects Women and Men Differently—Learning How May Help Stop the Pandemic.' Yale School of Medicine. <https://medicine.yale.edu/news-article/25385/>.

⁴ Boniol, Mathieu, et al. (2019). 'Gender Equity in the Health Workforce: Analysis of 104 Countries.' WHO. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/311314/WHO-HIS-HWF-Gender-WP1-2019.1-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

⁵ Madgavkar, Anu, et al. (2020). 'COVID-19 and Gender Equality: Countering the Regressive Effects.' McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects#>

⁶ CDC Group. (2020). 'COVID-19 and Women's Economic Empowerment: A Chance to Invest for Change?' <https://www.cdcgroup.com/en/newsinsight/insight/articles/covid-19-and-womens-economic-empowerment-a-chance-to-invest-for-change/>

⁷ UN Women (2020). 'COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls.' <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls-en.pdf?la=en&vs=5006>.

pour violences conjugales ont augmenté de 60% à 775% dans certains pays depuis le début de la pandémie⁸. Les mesures de confinement ont causé une explosion de l'insécurité alimentaire au niveau mondial, qui affecte particulièrement les femmes et les filles dans des contextes humanitaires⁹. Dans le même temps, les restrictions de mouvements ont entravé la réponse des organisations humanitaires aux catastrophes naturelles causées par le changement climatique, ce qui a particulièrement désavantagé les femmes et les filles.

Réponse au COVID-19 et mesure de reprise : une opportunité pour l'avenir

Ces effets sont bien connus, mais les premières mesures sanitaires et socioéconomiques décidées par les responsables politiques pour répondre au Covid-19 ont largement échoué à prioriser les besoins spécifiques des femmes et des filles dans toute leur diversité. Il est essentiel que nous apportions une réponse aux impacts immédiats de la pandémie sur la santé et l'économie. Mais, au même moment, les répercussions de long terme du Covid-19 continuent de se déployer, mettant en danger les progrès en matière de développement, mettant en péril les droits des femmes et poussant les sociétés à dépasser les limites de ce que la planète peut supporter. Pour atténuer et inverser les impacts de la pandémie, tout en prévenant les crises futures, il est nécessaire d'avoir des stratégies et des financements concertés de long terme.

En réalité, la pandémie constitue une opportunité régénérative de "construire l'avenir". Pour se saisir de cette opportunité, les responsables politiques doivent adopter une approche audacieuse et globale, une approche qui porte une attention spéciale sur la **justice économique et les droits des femmes, sur la relance verte sans discriminations basées sur le genre et sur les réformes des réponses humanitaires, tout en garantissant systématiquement le pouvoir de décision et le rôle de leadership des femmes**. "Construire l'avenir" nécessite plus qu'un retour aux économies et aux sociétés telles qu'elles étaient avant le Covid-19 : cela nécessite de combattre les inégalités et les défaillances systémiques du monde afin de construire un futur plus équitable. Reconstruire des sociétés et des économies plus équitables permettra, en retour, de soutenir une réponse solide à la pandémie : prioriser les opportunités économiques des femmes permettrait de stimuler la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial de près de 5 mille milliards de dollars¹⁰. En revanche, si aucune réponse n'est apportée aux enjeux existants, le PIB mondial pourrait se réduire de près de mille milliards de dollars d'ici 2030¹¹.

Une multitude d'acteurs et d'actrices issus de certains gouvernements, d'institutions internationales, de villes, d'entreprises privées, ou encore de la société civile, reconnaissent le fait que la reprise post-Covid peut constituer l'opportunité de corriger les déséquilibres antérieurs et de réaliser des réformes plus que nécessaires. Cela constitue une lueur d'espoir sur le fait que la crise permettra de déclencher un élan politique en faveur d'un futur meilleur, plus juste et durable.

Les mesures de reprise doivent renverser les injustices structurelles

Avant même la crise du Covid-19, nos systèmes - nos structures économiques et financières, nos manières d'opérer aux dépens du monde dans lequel nous vivons, notre humanitarisme - ne fonctionnaient pas bien. Ces systèmes contribuaient à amplifier les inégalités et à accélérer la crise climatique. De très nombreuses femmes étaient déjà engagées dans des formes de travail précaires et dans le secteur informel. Elles étaient déjà

⁸ ActionAid et al. (2020) 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>

⁹ Fuhrman, Sarah et al. (2020). 'Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis.' CARE. https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf?_ga=2.178751074.794052625.1599152583-784388205.1589468431.

¹⁰ Unnikrishnan, Shalini & Cherie Blair (2019). 'Want to Boost the Global Economy by \$5 Trillion? Support Women as Entrepreneurs.' Boston Consulting Group. <https://www.bcg.com/publications/2019/boost-global-economy-5-trillion-dollar-support-women-entrepreneurs>

¹¹ Madgavkar, Anu, et al. (2020). 'COVID-19 and Gender Equality: Countering the Regressive Effects.' McKinsey & Company.

<https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects#>.

largement laissées sans aucune protection dans les contextes de crise : les systèmes de protection sociale ne couvraient pas suffisamment les secteurs où elles travaillaient - comme la restauration et l'hôtellerie ou l'économie informelle. Ils ne protégeaient pas non plus les femmes confrontées aux discriminations structurelles, comme les femmes racisées ou celles avec un statut migratoire particulier. Les discriminations basées sur le genre empêchaient en outre les femmes et les filles d'avoir pleinement accès à leurs droits et opportunités économiques. Elles réalisaient trois fois plus de travail de soin non-rémunéré que les hommes et avaient considérablement moins de contrôle et d'accès aux ressources productives, aux biens et aux droits (**voir chapitre 2**).

Peu de pays ont fait de réels progrès pour répondre au changement climatique ou aux enjeux d'équité dans le contexte de crise climatique. Les 1% les plus riches de la population mondiale contribuent davantage à la crise climatique que les 50% les plus pauvres. La poursuite des subventions aux énergies fossiles représente 20 à 30 fois le coût estimé du financement de l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement pour 2030 et environ 170 fois les besoins annuels en financements humanitaires¹². Néanmoins, la plupart des solutions nécessaires pour combattre le changement climatique existent déjà aujourd'hui. La majorité de ces solutions représentent un intérêt à la fois pour la réponse au Covid-19 et pour l'action climatique en faveur de l'atténuation et de l'adaptation, tout en apportant de solides opportunités économiques pour les femmes. Par exemple, alors que les femmes occupent seulement 22% des emplois du secteur de l'énergie au niveau mondial, le secteur des énergies renouvelables emploie environ 32% de femmes. On estime également qu'une reprise basée sur le secteur du soin et de l'assistance à la personne (un secteur qui emploie majoritairement des femmes) constituerait une relance potentiellement verte, car c'est un secteur qui produit relativement moins d'émissions de gaz à effet de serre en comparaison à d'autres secteurs (**voir Chapitre 3**)¹³.

Les femmes et les filles sont largement absentes des espaces de prise de décision - y compris lorsqu'il s'agit de concevoir des mesures de reprise -, ce qui signifie que leurs voix et leurs priorités ne se reflètent pas dans les actions et mesures politiques. Les recherches réalisées par CARE ont révélé que les femmes représentaient seulement 24% des équipes nationales de réponse au Covid-19 et que certains des pays analysés n'avaient pris aucune mesure politique ou engagement financier spécifiquement sur le genre¹⁴. Pourtant, une étude portant sur 197 pays a montré que les États dirigés par des femmes présentaient un nombre de décès dus au Covid-19 particulièrement plus faible (**voir chapitre 4**)¹⁵. L'absence de femmes est également flagrante dans les enceintes de négociations sur le changement climatique : l'analyse de CARE portant sur près de 350 mesures et politiques climatiques par des pays du G20 montre qu'aucune de ces mesures n'avait une approche de genre ou ne soutenait spécifiquement les femmes actives. L'analyse des performances climat des plans de relance annoncés par les gouvernements montre aussi un manque d'attention sur l'égalité de genre (**voir chapitre 3**).

Pendant ce temps, les organisations humanitaires, dont le but est de porter assistance aux populations dans des contextes d'urgence, ignorent souvent leurs propres préjugés et le fait que les perceptions en matière de genre influencent négativement leurs opérations et les personnes qu'elles cherchent à soutenir. Par exemple, parmi 20 plans humanitaires et multisectoriels de réponse au Covid-19 développés par des pays de la région Asie-Pacifique, 25% ne faisaient aucune mention d'un engagement avec des groupes ou réseaux de femmes¹⁶. Par

¹² See 'Ensuring a Green and Gender-just Recovery for Climate Resilience and Emission Reductions.' p. 27.

¹³ Cohen, Maeve and Sherilyn MacGregor (2020). 'Towards A Feminist Green New Deal for the UK.' Women's Budget Group and Women's Environmental Network. <https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2020/05/Feminist-Green-New-Deal.pdf>.

¹⁴ Fuhrman, Sarah and Francesca Rhodes (2020). 'Where Are The Women? The Conspicuous Absence of Women in COVID-19 Response Teams and Plans, and Why We Need Them.' CARE International. <https://insights.careinternational.org.uk/publications/why-we-need-women-in-covid-19-response-teams-and-plans>.

¹⁵ Garikipati, Supriya and Uma Kambhampati (3 June 2020). 'Leading the Fight Against the Pandemic: Does Gender 'Really' Matter?' <https://ssrn.com/abstract=3617953> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3617953>.

¹⁶ Asia-Pacific Gender in Humanitarian Action Working Group (2020). 'Closing the Funding Gap for Women-Focused Organizations Responding to COVID-19 in Asia and the Pacific.' <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GiHA%20Gender%20and%20Funding%20in%20COVID-19.pdf>;

ailleurs, les réponses humanitaires ignorent bien souvent les femmes et les filles, échouant à financer des activités identifiées comme essentielles par ces dernières ou par les organisations qu'elles dirigent.

Ces échecs sont aggravés par des lacunes dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données humanitaires et de développement, qui ne recueillent que rarement des données ventilées par sexe ou autres facteurs. Par exemple, une recherche récente sur le Covid-19 et les stratégies de lutte contre la faim a révélé que 46% des documents analysés ne mentionnaient pas les femmes et les filles et ne fournissaient pas de données ventilées par sexe et par âge¹⁷. Intentionnelle ou non, cette situation invisibilise les femmes et les filles. Sans source ni donnée diversifiée sur le sujet, les réponses sont moins efficaces et il est difficile de savoir dans quelle mesure les réponses peuvent être améliorées (**chapitre 5**).

Même avant le Covid-19, nous étions loin d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ces dernières années, le recul de la pauvreté mondiale a ralenti, tandis que les femmes et les filles continuent d'être confrontées à des pratiques qui affectent négativement leur vie et leurs moyens de subsistance¹⁸. Les répercussions du Covid-19 ont rendu les ODD encore plus inaccessibles, renforçant ainsi les inégalités existantes. Si elle n'est pas atténuée, la pandémie pourrait plonger 47 millions de femmes et de filles supplémentaires dans la pauvreté d'ici 2021¹⁹. Elle creuserait également encore davantage le fossé entre les femmes et les hommes en matière d'extrême pauvreté : 121 femmes pour 100 hommes²⁰ vivraient avec moins de 1,9 dollar par jour. Cela signifierait que 435 millions de femmes vivraient dans l'extrême pauvreté²¹.

Une évaluation de la Commission européenne sur le financement du développement a révélé que le pourcentage du financement du développement consacré au renforcement de l'égalité des genres reste très faible, soit environ 3 % pour la période 2014 - 2018²². La plupart des réponses actuelles n'ont pas réussi à faire basculer le monde vers des trajectoires durables et résilientes - et pourraient même renforcer les inégalités et aggraver le changement climatique. La relance post Covid-19 doit délibérément inverser ces tendances (**voir chapitre 6**). Cela nécessite un changement d'orientation important en ce qui concerne le financement de la prévention et de la réponse au Covid-19, avec une meilleure et véritable prise en compte du genre.

Comment commencer à construire l'avenir

Ce rapport a pour but de guider les gouvernements, les responsables politiques internationaux et les parties prenantes du secteur privé, pour déterminer comment commencer à construire l'avenir dans ces trois domaines interdépendants et comment initier des changements concrets et audacieux.

Construire l'avenir signifie avoir une approche holistique des politiques économiques, humanitaires et environnementales. **Les droits et la justice économique pour les femmes dans toute leur diversité, la relance écologique sans discrimination basées sur le genre et les nouvelles réponses humanitaires** sont inextricablement liées.

Le changement climatique provoque de plus en plus de crises humanitaires et compromet les avancées acquises

ActionAid et al. (2020). 'Humanitarian Funding, Partnerships and Coordination in the COVID-19 Crisis: Perspectives From Local Women-led Organisations and Women's Rights Organisations.' <https://reliefweb.int/report/world/joint-agency-report-humanitarian-funding-partnerships-and-coordination-covid-19-crisis>.

¹⁷ Fuhrman, Sarah et al. (2020). 'Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis.' CARE International. https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf?_ga=2.66214566.963940214.1600875214-784388205.1589468431.

¹⁸ UN (2019). 'The Sustainable Development Goals Report.' <https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2019.pdf>.

¹⁹ UN Women (2020). 'From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19.' <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>.

²⁰ Ibid.

²¹ Ibid.

²² European Commission (2019). 'Evaluation of the EU's External Action Support in the Area of Gender Equality and Women Empowerment.' https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/gewe_eval_-_roadmap_final_version_for_publication.pdf.

en matière de développement²³. Pour y faire face, l'écosystème humanitaire doit s'adapter. L'assistance humanitaire seule ne suffit pas. Une reconstruction durable et un développement transformatif post-crise ne peuvent se faire sans consolider les droits et les opportunités des femmes, notamment économiques. Il est essentiel de garantir les droits ainsi que la justice pour les femmes et les filles pour leur assurer un accès à l'éducation et à des opportunités économiques, tout en créant des moyens de subsistance durables pour les aider à sortir de la pauvreté.

Pour inverser la tendance et **favoriser une relance équitable, durable et sans discriminations basées sur le genre, nous devons agir maintenant**. Pour aller de l'avant, les gouvernements nationaux et les donateurs, les organisations multilatérales et les acteurs et actrices du secteur privé devraient considérer les constats et recommandations suivantes :

- Les normes de genre inéquitables et les systèmes patriarcaux continuent à désavantager les femmes et les filles. Cela entraîne toute une série d'inégalités, allant de la violence basée sur le genre (VGB) à la sous-évaluation du travail domestique et des soins, en passant par l'exclusion des femmes des postes de direction. L'ensemble des acteurs et actrices doivent **donner la priorité à l'égalité de genre et à l'approche intersectionnelle dans leurs stratégies de relance économique et financière, leurs politiques environnementales et leur réponse humanitaire**. Cela implique d'inclure les femmes et les filles, dans toute leur diversité, dans la prise de décision à tous les niveaux, de se concentrer sur les politiques et les mesures qui donnent la priorité aux femmes et aux filles et renforcent l'équité entre les genres, et de s'engager dans un changement de culture organisationnelle qui déconstruit les structures de pouvoir néfastes, renforce l'autonomie des femmes et les valorise (**Chapitres 2, 3, 4, 5**).
- Les femmes et les filles sont confrontées à d'importants obstacles structurels qui les empêchent de bénéficier pleinement de la justice et des droits économiques : elles effectuent trois fois plus de travail de soin et d'assistance à la personne non-rémunéré que les hommes et les garçons, une proportion qui a augmenté de 30 à 40% depuis le début de la pandémie. L'insuffisance des prestations de sécurité et de protection sociale a également un impact sur leur capacité à faire face aux crises et à absorber les chocs économiques. Pour aller de l'avant, les responsables politiques doivent **corriger de toute urgence la charge inéquitable du travail non-rémunéré et investir dans une protection sociale et des filets de sécurité universels pendant les crises**. Pour ce faire, il faut investir dans les soins et les services sociaux, tout en favorisant la reconnaissance, la réduction et la redistribution du travail de soins non-rémunéré, notamment en fournissant des services de garde d'enfants abordables et accessibles, un congé parental, un travail flexible et d'autres politiques de travail favorables à la famille. Les responsables politiques devraient également s'efforcer d'offrir une protection sociale universelle en tenant compte de la dimension de genre et créer, dans un premier temps, un fonds mondial et multilatéral pour la protection sociale (**Chapitre 2**).
- Les effets économiques de la pandémie ont touché de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui ont tendance à travailler dans les secteurs les plus touchés ou dans l'économie informelle. Cela contribue à accroître le risque d'exposition aux VGB, à la maison comme sur le lieu de travail. Les responsables politiques devraient aller de l'avant en **promouvant des politiques du marché du travail transformatrices qui créent des emplois, protègent le droit du travail et assurent la sécurité sur le lieu de travail**. Une attention particulière doit être accordée aux travailleurs et travailleuses de l'économie informelle. Pour prévenir le harcèlement sexuel au travail, les gouvernements devraient de toute

²³ See, e.g., CARE Climate Change and Resilience Platform (July 2020). 'Evicted By Climate Change: Confronting the Gendered Impacts of Climate Induced Displacement.' CARE International. <https://reliefweb.int/report/world/evicted-climate-change-confronting-gendered-impacts-climate-induced-displacement>.

urgence ratifier, financer et mettre en œuvre la Convention sur la violence et le harcèlement de l'Organisation Internationale du Travail (C190), tandis que les entreprises devraient renforcer leurs politiques et leurs pratiques pour se conformer à cette nouvelle norme internationale du travail (**Chapitre 2**).

- Dans les pays à faible revenu, une entreprise sur quatre seulement est détenue par des femmes²⁴. Dans le même temps, 67% seulement des femmes possèdent un compte bancaire dans une institution financière officielle, contre 72% des hommes²⁵. L'entrepreneuriat des femmes est une forme de travail précaire, et l'accès aux produits et services financiers est souvent le seul moyen dont disposent les femmes pour faire face aux crises. Pour aller de l'avant, les responsables politiques devraient **renforcer l'esprit d'entreprise et les opportunités commerciales des femmes et réduire les obstacles à l'accès aux produits et services financiers**. Favoriser l'inclusion des femmes, dans toute leur diversité, tout au long des chaînes de valeur et développer des produits et services financiers spécifiques aux femmes constitue un bon premier pas (**Chapitre 2**).
- Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes ont un effet dévastateur sur les communautés du monde entier, en particulier celles des pays aux ressources limitées. Dans certains cas, le changement climatique exacerbe ou provoque de nouvelles crises humanitaires. Les plans de relance en cas de pandémie offrent la possibilité d'atténuer ces effets, et peuvent permettre de **construire l'avenir de manière à accroître la résilience des femmes, des filles et des groupes marginalisés aux chocs et stress liés au climat et aux pandémies**. Les stratégies de relance devraient exploiter les synergies entre la relance et les mesures écologiques d'atténuation du changement climatique, en se concentrant sur les énergies renouvelables, la protection des écosystèmes, une agriculture résistante au climat et l'adaptation au changement climatique, avec une attention particulière pour les femmes, dans la perspective des objectifs climatiques de 1,5 degré, de résilience et de financement tels que définis par l'Accord de Paris (**Chapitre 3**).
- Trop souvent, les économistes et les humanitaires ne collectent pas de données ventilées par sexe et par âge. Les femmes et les filles sont invisibilisées dans la collecte de données, et ce problème se fait sentir jusqu'à l'analyse et l'utilisation des données. En conséquence, les politiques ne tiennent pas compte des capacités et des besoins spécifiques des femmes et des filles. Tous les responsables doivent **accorder une priorité à la collecte de données ventilées par sexe et par âge, utiliser des analyses de genre pour donner un sens aux conclusions et appliquer ces conclusions dans leurs réponses**. Les donateurs devraient également refuser de financer des programmes qui ne tiennent pas compte des différents besoins et capacités des groupes dans leur particularité, en particulier des femmes et des filles, dans toute leur diversité (**Chapitres 2, 5**).
- Bien sûr, il ne suffit pas uniquement de reconnaître les femmes et les filles dans les programmes humanitaires. Les femmes et les filles ne constituent pas un groupe homogène. Elles ont des identités croisées et **les analyses doivent tenir compte de leur âge, de leur situation de handicap, de leur situation économique et migratoire, de leur appartenance ethnique, de leur nationalité, de leur sexualité**, etc. Ne pas le faire conduit à des réponses erronées qui ne répondent pas aux besoins spécifiques des diverses femmes et filles. Certaines organisations ont adopté de nouvelles approches qui mettent l'accent sur l'inclusion et le renforcement des organisations locales de femmes pour contribuer à ce que les réponses humanitaires répondent mieux aux besoins des femmes et des filles

²⁴ Halim, Daniel (2020). 'Women Entrepreneurs Needed - Stat!' World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/opendata/women-entrepreneurs-needed-stat>.

²⁵ Demirgüç-Kunt, Asli et al. (2017) 'The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution.' World Bank Group. <https://globalfindex.worldbank.org/>.

dans leur diversité. Cette approche positive et inclusive doit être favorisée.

- La pandémie, avec ses graves répercussions économiques, fait peser un risque sérieux sur la quantité et la qualité des financements en faveur du climat, du développement ou de l'action humanitaire. Utiliser le Covid-19 comme une excuse pour réduire les niveaux de financement exacerbera les effets de la pandémie et empêchera tout progrès au niveau mondial. Les donateurs devraient **mobiliser un financement public adéquat et accru dans le cadre du plan de relance lié à la pandémie de Covid-19, ainsi qu'un financement continu pour le traitement et la prévention du virus dans le respect de l'égalité de genre**. Les responsables politiques devraient ensuite utiliser ces financements pour répondre aux besoins des populations de manière à honorer et à accroître leur capacité d'action et leur résilience, en déconstruisant et en recréant des systèmes plus équitables et plus durables. Cela doit comprendre le respect des engagements en matière d'aide publique au développement (APD) et de financement climatique, ainsi que la réorientation des subventions aux énergies fossiles, qui sont nuisibles au climat. De même, les donateurs et les institutions multilatérales doivent s'engager à veiller à ne pas financer des politiques ou des programmes qui ne tiennent pas compte des enjeux de genre **(Chapitres 5, 6)**.
- Les programmes qui sont essentiels pour de nombreuses femmes et filles, comme les programmes de santé sexuelle et reproductive ou ceux qui se concentrent sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, sont chroniquement sous-financés. De même, les organisations dirigées par des femmes et/ou spécialisées dans les questions de genre, qui sont souvent les mieux placées pour répondre aux besoins des femmes et des filles, reçoivent peu de financements directs ou indirects. La pandémie de Covid-19 a exacerbé ces tendances et met encore plus en péril la santé, la sécurité et le bien-être des femmes et des filles. **Les donateurs doivent augmenter le montant du financement destiné aux programmes essentiels pour les femmes et les filles et aux organisations dirigées par des femmes et/ou spécialisées dans les questions de genre. (Chapitre 5)**.

Ces recommandations ne sont pas des solutions temporaires qui peuvent être abandonnées une fois que les menaces immédiates de la pandémie se seront estompées. Elles sont nécessaires maintenant et de façon permanente. Elles constituent un point de départ aux changements structurels nécessaires qui permettront de dépasser la simple relance, de construire l'avenir, de parvenir à l'égalité et de vivre au sein de systèmes durables et équitables, une fois pour toutes.